

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Document commun à tous les lots

<p>Analyses des échantillons d'eau de pluie, de gaz, et d'aérosols du dispositif de surveillance de la pollution atmosphérique en zone rurale</p>
--

LOT 1	Analyse des espèces ioniques majeures dans les précipitations
LOT 2	Analyse des métaux lourds dans les précipitations et les aérosols
LOT 3	Analyse d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les précipitations et les aérosols
LOT 4	Analyse des anions-cations et EC/OC sur filtres (PM2.5)

Article 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les analyses des échantillons d'eau de pluie, de gaz et d'aérosol du dispositif de surveillance de la pollution atmosphérique en zone rurale pour le Centre d'Enseignement, de Recherche et d'Innovation « Energie et Environnement » de l'Ecole Nationale Supérieure Mines Telecom Lille Douai (IMT Nord Europe).

Cet accord-cadre est alloué selon les 5 marchés désignés ci-après.

Article 2. ESTIMATIONS NON CONTRACTUELLES

Le montant **prévisionnel annuel** (€ HT) des commandes pour chaque lot est estimé à :

LOT	DESIGNATION	ESTIMATION ANNUELLE € HT
LOT 1	Analyse des espèces ioniques majeures dans les précipitations	70 000
LOT 2	Analyse des métaux lourds dans les précipitations et les aérosols	30 000
LOT 3	Analyse d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les précipitations et les aérosols	65 000
LOT 4	Analyse des anions-cations et EC/OC sur filtres (PM2.5)	30 000

Les montants précisés ci-dessus sont donnés à titre indicatif afin de permettre au candidat de fixer son prix. Ils n'engagent en aucun cas, IMT Nord Europe à respecter les montants indiqués.

Les prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutés sont ceux indiqués par le titulaire dans le tableau de proposition financière proposé en dernière page du C.C.T.P.

En cas de changement du taux de TVA, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 3. MODE DE PASSATION

Le présent marché, passé selon une procédure formalisée (appel d'offres ouvert) est soumis aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2.1 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. TYPE DE CONTRAT

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire, sans minimum ni maximum en application des articles L2125-1.1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Les marchés seront attribués de façon distincte.

ARTICLE 5. VARIANTES – OPTIONS

Aucune variante n'est autorisée.

Le marché ne comprend pas d'options pour les lots pour les 1,3 et 4 mais comprend pour le lot 2, l'option suivante reprise dans son CCTP :

- Les éléments à mesurer sont As, Cd, Ni et Pb. En 2nd priorité, et donc à chiffrer en option, le Cr, le Cu et le Zn pourront être mesurés.

ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE - RECONDUCTIONS

Le marché débutera à compter de sa notification et sa durée initiale se limitera au 31 Décembre 2025.

Il pourra être reconduit trois fois, par période de 12 mois, soit jusqu'au 31 Décembre 2028. La reconduction fera l'objet d'une notification écrite du Pouvoir Adjudicateur au minimum deux (2) mois avant l'échéance initiale.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande notifié, pendant la période de validité du marché, doit être exécuté jusqu'à son terme. Les conditions de livraison sont fixées par le C.C.A.P., les candidats ne sont pas autorisés à les modifier.

Nota :

Le marché débutera au 1^{er} janvier 2025 si la notification est réalisée avant le 31 décembre 2024.

Si la notification est postérieure au 1^{er} janvier 2025, le marché débutera à compter de sa notification et sa durée initiale se limitera au 31 décembre 2025.

ARTICLE 7. MODE DE REGLEMENT ET DE FINANCEMENT

Le mode de règlement est le virement administratif dans un délai de 30 jours après service fait.

Il est financé via l'établissement d'une convention révisable annuellement entre l'Institut Mines Telecom Lille Douai (IMT Lille Douai) et le Ministère en charge de l'Environnement.

ARTICLE 8. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

8.1. PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement,
- La proposition financière
- Les bons de commande
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et éventuellement ses annexes,

8.2. PIECES GENERALES

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (C.C.A.G. / FCS).
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire.

ARTICLE 9. DELAI D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont précisés au C.C.T.P., ou à défaut, dans le bon de commande.

ARTICLE 10. PRIX – MODALITES DE REGLEMENT

10.1. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que les frais de douane éventuels.

10.2. PRIX DE REGLEMENT

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées. Les prix s'entendent marchandises rendues, franco de port et d'emballage, taxes parafiscales éventuelles incluses.

L'euro est la monnaie de compte du marché

MODALITES DE REVISION DE PRIX

La révision des prix intervient à la demande du titulaire. La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, **60 jours avant l'application des nouveaux prix** – et après réception de la décision de reconduction du marché. La demande du titulaire doit être adressée à la Direction des Affaires Financières – Cellule marchés publics impérativement avant les premières commandes de l'année N+1.

Les prix seront proposés sous forme de tableau sur la base du bordereau de prix de la consultation. Y seront précisés la formule et les indices utilisés.

A défaut de nouvelles propositions de prix dans les délais demandés, le marché se poursuivra à prix identiques.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 3 %, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 11. PRESENTATION DES FACTURES

Le titulaire émettra une facture après service fait. Il est demandé que le titulaire échange par mail au préalable avec l'IMT Nord Europe sur la validité technique du nombre d'analyses réellement effectué selon la période de facturation.

La facture fournie de manière dématérialisée (fichier pdf) reprendra obligatoirement la référence du marché, la référence du bon de commande, la date de la prestation.

Le prix indiqué sera détaillé conformément au devis initialement établi.

La personne publique se réserve le droit de retourner au titulaire (REFUS SUR CHORUS) toute facture ne comportant pas les mentions demandées.

En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Il est rappelé que le fournisseur devra apporter une attention particulière à l'adresse de facturation indiquée à l'article ci-dessous.

ARTICLE 12. MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

Dans le cadre de la promotion de la dématérialisation dans la commande publique, l'ordonnance du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics :

Au 1^{er} janvier 2020 : obligation pour toutes entreprises.

Cette disposition généralise par ailleurs aux collectivités territoriales et à tous les établissements publics, l'obligation faite à l'Etat d'accepter les factures électroniques.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr>

Le titulaire renseignera le n° SIRET correspondant pour IMT Nord Europe : 18009202500139

Pour information, le N° de code service pour déposer leur facture sur CHORUS est : IMT_LD_FACTURES_SERVICE_FINANCIER.

Les éléments suivants sont nécessaires :

- le numéro du marché ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- les références du compte bancaire ou postal, *rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement* ;
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées ainsi que le taux appliqué.

Toute facture ne respectant pas ces indications sera systématiquement rejetée.

ARTICLE 13. DELAIS DE PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la facture.

ARTICLE 14. INTERETS MORATOIRES

Tout dépassement au délai prévu par l'article 4.5 donne lieu au paiement d'intérêts moratoires dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15. SERVICE CHARGE DU PAIEMENT

Le service chargé du paiement pour IMT Nord Europe est :

Agent comptable secondaire NORD
941 rue Charles Bourseul CS 10838
59508 DOUAI Cedex

ARTICLE 16. AVANCE ET CAUTIONNEMENT

Sans objet.

ARTICLE 17. DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par IMT NORD EUROPE, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18. PENALITES

Sans objet.

ARTICLE 19. CLAUSE D'IMPREVISIBILITE

Le présent contrat pourra être suspendu ou modifié, totalement ou partiellement, en cas de force majeure ou de survenue d'un événement imprévisible. Constitue un événement imprévisible, notamment la fermeture totale ou partielle des sites de l'IMT ou des sites d'exécution du présent contrat résultant d'une décision d'une autorité compétente ou de toute décision prise en vue de préserver la sécurité du site et des personnes.

ARTICLE 19. CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent contrat pourra être suspendu ou modifié, totalement ou partiellement dans le cas, où la convention révisable annuellement entre l'Institut Mines Telecom Lille Douai (IMT Lille Douai) et le Ministère en charge de l'Environnement est suspendue ou modifiée, totalement ou partiellement

ARTICLE 20. RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le titulaire devra être assuré, auprès d'une compagnie agréée, en responsabilité civile. Il est tenu de communiquer dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, la copie des polices d'assurances souscrites. Le titulaire fournit chaque année, dans les 15 premiers jours de l'année civile, les renouvellements d'attestations d'assurances.

ARTICLE 21. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire et les membres de son équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du marché.

Par ailleurs, chaque partie au contrat est tenue de respecter les règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat, et ce, pendant toute la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 22. REGLEMENT DES LITIGES ET RESILIATION

22.1. LITIGES

Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues au CCAG FCS. Le marché peut être résilié par le Pouvoir Adjudicateur, sous réserve d'un préavis de trois mois, dans le cas de modification substantielle des conditions du marché.

La résiliation interviendra après mise en demeure effectuée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

22.1. ELECTION DE DOMICILE

Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.